

*Initiatives ministérielles*

sens, la question essentielle que nous devons nous poser est la suivante: les sanctions, à elles seules, peuvent-elles réussir? Les sanctions et le blocus naval et aérien ont effectivement, monsieur le Président, permis de ralentir considérablement le commerce extérieur de l'Irak. Il n'y a aucun doute là-dessus. Ils ont sans aucun doute également eu un impact sur les conditions économiques et les niveaux de vie en Irak. La production de pétrole a considérablement diminué. Par contre, il est évident que l'embargo n'est pas hermétique et que les Irakiens réussissent à faire passer des denrées alimentaires et d'autres produits.

• (1150)

[Traduction]

La question essentielle que nous devons nous poser, monsieur le Président, est la suivante: combien de temps faudrait-il pour que les sanctions fonctionnent? Six mois? Seize mois? Soixante mois? Personne ne le sait. Le point essentiel, c'est l'impassibilité complète de Saddam Hussein devant les souffrances qu'endure son peuple.

Cet homme-là a déjà engagé son pays dans une guerre inutile qui a duré huit ans et fait près d'un million de morts. Si inutile, en fait qu'en août dernier, pour s'assurer la neutralité de l'Iran dans ce conflit, il a rendu à ce pays la presque totalité de ce qu'il lui avait enlevé par la force. Après huit ans de souffrances sans nom et de destruction dans deux pays, après que des centaines de milliers de jeunes eurent perdu la vie, voici qu'il renonce en un instant à ce qu'il a conquis pour s'assurer la neutralité d'un pays qui pourrait l'attaquer pendant qu'il s'en prend à un voisin arabe innocent.

Les pénuries de biens importés ralentissent considérablement la production industrielle, mais Saddam Hussein verra à ce que les forces armées irakiennes obtiennent la priorité absolue pour les produits qui leur sont essentiels. Il n'hésitera pas à accroître ainsi le degré de souffrance et de privation de ses concitoyens: l'histoire nous le montre clairement. Leur bien-être et leur sécurité sont manifestement le moindre de ses soucis. Et rien ne prouve que les sanctions ont provoqué une vague de mécontentement public.

En fait, il n'y a aucune raison de croire que les sanctions ont l'effet désiré, qui n'est pas d'infliger des pertes aux forces armées demain matin, mais d'amener Saddam Hussein à se retirer du Koweït ce soir. Son objectif est donc différent du nôtre. Nous voulons qu'il se retire du Koweït alors qu'il est déterminé à y demeurer.

Si l'on se fie à ses plus récentes déclarations hier soir et ce matin ainsi que compte tenu des résolutions extraordinaires adoptées aux Nations Unies, il n'a pas montré la moindre intention, du moins jusqu'ici, de respecter et d'honorer ses engagements envers l'ONU. Il est déterminé à rester. Tout indique qu'il essaie de faire durer les choses aussi longtemps que possible dans l'espoir que tôt ou tard les événements feront s'effriter la coalition des Nations Unies.

Étant donné l'instabilité du climat mondial, particulièrement au Moyen-Orient, il pourrait très bien parvenir à ses fins. En pesant les arguments en faveur du recours à la force, il faut reconnaître, même s'il est impossible de prédire exactement les risques et les coûts d'une guerre, que les pertes en vies humaines et en ressources seraient très importantes. L'ampleur de ces risques et pertes dépend d'un certain nombre de facteurs. Combien de temps pourrait durer une guerre? Quelle serait la capacité de résistance des forces irakiennes? Le conflit pourrait-il se limiter au théâtre Irak-Koweït, ou pourrait-il s'étendre? Quelle serait l'ampleur des dommages causés à l'environnement?

Ce sont là des questions d'une importance fondamentale, et malheureusement aucune réponse ferme ne peut leur être apportée à ce moment-ci.

Mais si nous avons tout lieu de nous préoccuper de ces questions, nous devons aussi nous garder de penser que l'attente ne coûte rien. En effet, monsieur le Président, l'attente comporterait aussi des risques et des coûts incalculables. D'abord, la destruction du Koweït se poursuit. Une nation entière est en voie d'être systématiquement démantelée et détruite sous nos yeux; les droits de la personne continuent d'y être bafoués à un rythme et à une échelle presque jamais vus dans les temps modernes.

De plus, l'économie internationale subit des torts dont les effets frappent le plus durement les populations les plus pauvres du tiers monde. Enfin, les fonds consacrés au maintien d'une présence militaire massive dans le Golfe ne peuvent être utilisés pour appuyer les démocraties naissantes de l'Europe de l'Est, ce qui risque de compromettre gravement leur avenir.

Et pendant que nous attendons les effets de sanctions, les défenses irakiennes deviennent de plus en plus redoutables. Si le recours aux hostilités devient le seul moyen d'obtenir le retrait de Saddam Hussein du Koweït, chaque jour et chaque semaine d'attente aura pour conséquence probable d'accroître proportionnellement le nombre de pertes éventuelles en vies humaines parmi les